

## *Chapitre 2*

### **Le saccage social**

---

**INTRO** Les JOP sont l'occasion de mener une politique visant à modifier profondément la sociologie des habitant-es, particulièrement dans une ville comme Saint-Denis qui reçoit depuis des décennies des populations précaires et/ou peu dotées pour attirer des populations de classes moyennes plus aisées, phénomène connu sous le terme de « gentrification ».

Ils auront été aussi l'occasion pour les pouvoirs publics d'accentuer une chasse aux précaires d'autant plus féroce qu'il s'est agi de transformer les lieux dédiés aux JOP en carte postale pour les touristes du monde entier. Chasse aux précaires, interventions policières violentes contre les migrant-es, harcèlement et brutalités contre les travailleuses du sexe, arrestations préventives, garde-à-vue arbitraires, interdictions de manifester, sans oublier le piétinement du droit du travail et l'exploitation des personnes les plus en difficulté, rien n'aura été épargné pour ces Jeux proclamés comme étant les « plus inclusifs » par leurs promoteurs béats.

Allons explorer la **réalité anti-sociale** de ces Jeux, qui, dans ce domaine là non plus n'ont tenu aucune de leurs promesses.

---

---

**P.1 INTRODUCTION**

---

---

**P.3 A • La chasse aux précaires**

---

- 3 1 Gentrification
- 4 2 Expulsions
- 6 3 Répression des travailleur-euses du sexe
- 7 4 Une chasse aux sans-papiers

---

**P.7 B • Impact sur la santé**

---

- 7 1 Une plus grande difficulté d'accès aux soins
- 8 2 Une mise en danger des athlètes

---

**P.8 C • Impacts sur esprits**

---

- 8 1 Impact sur les écoles
- 9 2 Promotion de la scientologie
- 10 3 Propagande culturelle multiforme

---

**P.11 D • Exploitation**

---

- 11 1 Exploitation des personnes sans-papiers
- 12 2 Des contrats abusifs
- 13 3 Exploitation des précaires

## A • La chasse aux précaires

### 1 Gentrification

La construction du village des athlètes à cheval sur trois villes, Saint-Denis, L'Île-St-Denis et Saint-Ouen aura été l'occasion d'une forte gentrification. Ce village sera transformé en éco-quartier « mixte » dont on sait qu'il est en réalité à destination des classes moyennes supérieures, tout comme le village des médias, à Dugny.

De surcroît, il s'agit déjà de territoires saturés, qui manquent de services publics. Ainsi, au village des athlètes, plus de 2 000 logements vont être créés, des résidences étudiantes détenues par des investisseurs privés (à loyers élevés), ainsi que des résidences seniors, de l'immobilier de bureaux, inutiles vu le nombre de bureaux vacants sur le territoire, et enfin un hôtel de luxe. Les prix à l'achat dans le futur village des athlètes ont d'ores et déjà atteints 7 000 euros le mètre carré (soit 420 000 € pour 60 m<sup>2</sup>). Or aujourd'hui, les prix au mètre carré sur les trois villes d'implantation du village sont loin d'atteindre de tels sommets puisqu'ils sont de 3 700 euros le mètre carré pour L'Île-Saint-Denis, 5 000 euros pour Saint-Denis, et 6 000 euros pour Saint-Ouen<sup>1</sup>.

Les JOP participent à l'augmentation des coûts à l'achat du mètre carré, avec parfois des pics pouvant atteindre 3 000 euros dans certaines villes concernées. Pour rappel, la Seine-Saint-Denis, département sur lequel ces trois villes sont situées, est le département le plus pauvre de France métropolitaine. On assiste à une dynamique d'éviction des personnes les plus pauvres, repoussées encore plus loin en banlieue. De ce fait, les JOP sont l'occasion de reproduire ce qu'on avait juré de ne jamais recommencer après l'échec des villes nouvelles construites à la va-vite et loin des centres urbains dans les années 1970 pour faire face à la crise du logement, c'est-à-dire l'éviction à bas-bruit des populations les plus précaires de leurs lieux de vie pour les faire s'entasser dans des lieux loin de tout et mal desservis. Les JOP ont accéléré ce phénomène en aggravant les phénomènes de spéculations foncières déjà existants en Île-de-France.

Symétriquement, le rôle des centres-villes est valorisé par des actions conjointes des municipalités et des organisateurs des JOP. Ainsi, à Saint-Denis, une des principales villes du 93 accueillant les Jeux, la Mairie a décidé de repenser tout le centre-ville en le rendant presque entièrement piéton, avec un miroir d'eau, au détriment du marché tri-hebdomadaire. Cet aménagement vise à rendre la ville plus « attractive » pour les classes moyennes supérieures, seules populations qui intéressent réellement les élu-es locaux-ales. Les infographies faites par la Mairie présentant le futur de Saint-Denis montrent nettement les anneaux olympiques<sup>2</sup>, ce qui indique que les JOP sont utilisés par la Mairie pour accélérer sa politique de gentrification.

La Tour Pleyel est aussi un bon exemple de gentrification. Abritait des bureaux à l'origine, elle est tombée à l'abandon durant les années 2000. Elle a été entièrement rénovée pour devenir un hôtel de luxe avec vue panoramique et suite présidentielle. Celui-ci a ouvert quatre jours avant la cérémonie d'ouverture, le 22 juillet. Jusque dans son nom (H4 Hotel Wyndham Paris Pleyel Resort) cet hôtel mise toute sa communication pour faire croire qu'il se trouve non pas à Saint-Denis, mais à Paris. « Économisez 15 % maintenant – Bienvenue à Paris » annonce la première page de réservation du site par exemple. Voici le texte de description de l'espace fitness sur leur site internet :

***Que ce soit pour se détendre après une conférence ou une longue visite à Paris, ou encore pour une séance d'entraînement régulière, vous avez accès non seulement à l'espace fitness, mais aussi à notre piscine. Située tout en haut de la tour Pleyel, à 140 mètres au-dessus du sol, c'est la piscine la plus haute de France. La vue sur Paris y est époustouflante !***

Cette communication vise explicitement une clientèle d'affaires et/ou fortunée. La tour rénovée sera ceinturée par un nouveau bâtiment de bureaux de sept niveaux en forme de U comprenant un centre de conférences de 9 000 m<sup>2</sup> auxquels sera ajoutée une seconde tour destinée aux activités tertiaires, la Tour Maestro, haute de vingt-cinq étages. Si toutefois la gentrification amenée par le nouveau complexe hôtelier n'apparaissait pas assez clairement, celle-ci est inscrite noir sur blanc sur leur site internet :

***Découvrez le quartier Pleyel en cours de transformation.***<sup>3</sup>

<sup>1</sup> URL: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/02/29/les-appartements-du-village-des-athletes-de-paris-2024-peinent-a-se-vendre-a-7-000-euros-le-metre-carre\\_6219203\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/02/29/les-appartements-du-village-des-athletes-de-paris-2024-peinent-a-se-vendre-a-7-000-euros-le-metre-carre_6219203_3234.html)

<sup>2</sup> URL: [https://www.lemonde.fr/sport/article/2024/06/20/paris-2024-les-habitants-s-inquietent-du-risque-de-gentrification-de-saint-denis\\_6241805\\_3242.html](https://www.lemonde.fr/sport/article/2024/06/20/paris-2024-les-habitants-s-inquietent-du-risque-de-gentrification-de-saint-denis_6241805_3242.html)

<sup>3</sup> URL: [https://fr.wikipedia.org/wiki/Tour\\_Pleyel](https://fr.wikipedia.org/wiki/Tour_Pleyel)

## 2 Expulsions

Le collectif Le Revers de la médaille a prouvé par une grande enquête de terrain, que les JOP de Paris 2024 ont amené une opération de nettoyage social. Il estime dans son rapport « Un an de nettoyage social »<sup>4</sup> que d'avril 2023 à mai 2024 plus de 12 500 personnes ont été expulsées au cours de 138 opérations. Ces expulsions ont aussi amené une réduction drastique des mises à l'abri en Île-de-France et la mise en place de mesures d'éloignement vers les régions. Le collectif précise que :

*La quinzaine précédant la cérémonie d'ouverture a vu une très grande concentration d'opérations ciblées géographiquement sur les sites « d'exposition olympique » (Paris et proche Seine-Saint-Denis) avec, pour la première fois depuis plus d'un an, des mises à l'abri massives en Île-de-France, hébergements temporaires de trente jours de plus de 1 000 personnes grâce aux capacités réservées de « sites tampons ». En contradiction totale avec les déclarations publiques de la Préfecture de Paris et d'Île-de-France, ces chiffres montrent qu'on ne se situe nullement dans des « opérations habituelles de mise à l'abri », « qui auraient eu lieu, JO ou pas JO », dans un but humanitaire « pour ne pas laisser les personnes à la rue », mais bien dans une vaste politique de nettoyage social, pensée et orchestrée pour cacher la misère aux yeux du monde.*

En mars 2021, il est procédé à l'expulsion d'un foyer ADEF, dont l'ensemble des habitant-es disposant d'un contrat de location seront relogé-es dans des habitats modulaires pendant deux ans, et ne seront pas relogé-es dans le village des athlètes, qui a pourtant vocation à devenir un lieu d'habitation, mais dans deux nouvelles structures. En plus de la perte de leur logement, ce que déplorent les habitant-es c'est une modification de leurs modes de vie. Ainsi, en remplacement du foyer ADEF, les habitats modulaires sont construits sur un mode d'habitation individuelle, sans cuisine collective, ce qui met un terme aux habitudes de socialisation par les pratiques de cuisine collective, de partage d'aliments et de repas entre les habitant-es. Les habitant-es se sont battus pour ne pas être expulsé-es sans solution de relogement<sup>5</sup>. Il est clair que les JOP sont bâtis sur un mépris social certain envers les personnes les moins favorisées dont les modes de vie sont niées.

En avril 2023, le squat Unibéton situé sur L'Île-Saint-Denis a été expulsé, sans proposition de relogement pour ses habitant-es. Il permettait à plusieurs centaines de familles de se loger depuis plusieurs années. Sa très grande proximité avec le village olympique ne permet pas de douter sur le fait que l'arrivée des JOP y soit pour quelque chose<sup>6</sup>.

Durant l'été 2023 ont eu lieu aussi les expulsions violentes du collectif Schaeffer (un squat de personnes réfugiées et de demandeur-euses d'asile) et du collectif de la Seine sur le canal d'Aubervilliers<sup>7</sup>.

Expulsion de la cité Marcel Paul sur L'Île-Saint-Denis: propositions de relogement éloigné ou ne correspondant pas aux souhaits des habitant-es. 286 logements devaient être vidés avant le début des Jeux. À quelques jours de l'ouverture des JOP, certaines familles demeuraient encore dans la cité<sup>8</sup>.

Dans la nuit du 6 au 7 mars 2024, plus de 400 personnes sans papiers (dont une centaine de mineur-euses) dormant à proximité des quai de Seine ont été évacuées sans aucune solution d'hébergement proposée<sup>9</sup>.

<sup>4</sup> URL: <https://lereversdelamedaille.fr/wp-content/uploads/2024/08/Note-sur-les-expulsions-mai-juillet-2024.pdf>

URL: <https://lereversdelamedaille.fr/wp-content/uploads/2024/06/Rapport-1-an-de-nettoyage-social-le-revers-de-la-medaille.pdf>

<sup>5</sup> URL: [https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/07/17/les-vies-bouleversees-de-286-travailleurs-migrants-par-les-travaux-du-village-olympique\\_6182286\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/07/17/les-vies-bouleversees-de-286-travailleurs-migrants-par-les-travaux-du-village-olympique_6182286_3224.html)

<sup>6</sup> URL: <https://www.bondyblog.fr/reportages/jeux-olympiques-plus-de-400-personnes-expulseees-du-squat-unibeton/>

<sup>7</sup> URL: <https://paris-luttes.info/expulsion-au-coeur-de-l-ete-faire-17319>

<sup>8</sup> URL: <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-france/20240709-jo-2024-les-habitants-d-une-cit%C3%A9-vou%C3%A9e-%C3%A0-la-destruction-r%C3%A9sistent-aux-pressions-et-irr%C3%A9gularit%C3%A9s-dans-les-relogements>

<sup>9</sup> URL: <https://www.humanite.fr/societe/jeux-olympiques/paris-2024-400-sans-abris-expulseees-des-quais-de-seine-le-nettoyage-social-sacelere-avant-les-jeux>

Le 9 mars 2024, suite notamment à l'expulsion du camp de Porte de la Villette et des camps se trouvant proches de la Seine, les mineur-euses du *Collectif des jeunes du parc de Belleville* décident d'occuper le théâtre du Centquatre dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le collectif revendique de vraies solutions d'hébergement pour les personnes sans papiers et notamment pour les personnes mineures et dénoncent les évacuations de campements systématiques qui ont eu lieu pour faire « place nette » pour les JOP. Le 11 mars l'occupation du Centquatre prit fin grâce à des propositions d'hébergements provisoires de la mairie de Paris. Cependant, la situation continuant de s'aggraver au fil des semaines, le *Collectif des jeunes du parc de Belleville* a décidé d'occuper le 6 avril la Maison des Métallos dans le XI<sup>e</sup> arrondissement, édifice qui devait servir de maison de la culture du Japon pendant les JOP. L'occupation dura trois mois et le 5 juin, le tribunal administratif ordonna son expulsion. Celle-ci eut lieu le 3 juillet et seule la forte mobilisation sur place a permis que cela débouche sur l'hébergement de 230 jeunes et 21 familles <sup>10</sup>.

En avril 2024, expulsion du plus grand squat de France. Situé à Vitry-sur-Seine, ce dernier était occupé par 450 personnes exilées <sup>11</sup>.

En avril 2024, expulsion du squat *Le Malvassé* proche du village olympique sur L'Île-Saint-Denis <sup>12</sup>.

Entre le mardi 16 et le jeudi 18 juillet, un peu plus de 470 personnes ont été évacuées des camps situés autour du canal de l'Ourcq et plus généralement sur l'itinéraire prévu de la flamme olympique le 25 juillet <sup>13</sup>.

Le 6 août, 250 personnes sont évacuées de la place de la Bastille par les forces de l'ordre. Une centaine de personnes occupaient la place depuis juin en attente d'un logement social. Une centaine de personnes les avaient rejoint dans l'après-midi du 6 août pour protester contre les expulsions menées pendant les JOP. Les policiers expulsèrent tout le monde de la place à peine quatre heures plus tard <sup>14</sup>.

Le gouvernement a tout mis en place pour vider Paris des sans domicile fixe pour les JOP. Le ministère de l'intérieur « incite » les SDF à partir ailleurs. Il a créé des des « SAS » d'hébergement temporaire dans une dizaine de régions de France pour accueillir tous les nouveaux-elles demandeur-euses d'asile. Sauf qu'il n'y a pas plus de places d'hébergement créées dans les villes accueillantes... Ce sont des déplacements accélérés de population qui ne servent qu'à « nettoyer » Paris (et Marseille) avant l'arrivée des touristes et des médias internationaux.

En amont des Jeux en Île-de-France, mais aussi à Marseille, de nombreux hôtels sociaux se sont déconventionnés, ce qui veut dire qu'ils redeviennent des hôtels « normaux » pour pouvoir faire du profit pendant l'été 2024 en accueillant les touristes. À Paris, c'est plus de 5 000 chambres d'hôtels qui ont été déconventionnées, mettant les familles les plus précaires qui les occupaient à la rue <sup>15</sup>.

Pour loger les travailleur-euses (sécurité, soignant-es, etc.) des JOP, l'État a réquisitionné des immeubles de logements étudiants CROUS pour l'été 2024. Douze résidences réparties sur l'académie de Paris, Versailles et Créteil sont concernées, soient au total près de 3 000 logements. En compensation de cette réquisition un chèque de cent euros et deux places pour les JOP ont été proposées aux étudiant-es expulsé-es.

Alors que leur départ était initialement demandé pour juillet, les premier-ères étudiant-es ont dû quitter leurs chambres dès le 11 avril et une grande partie a dû céder leurs logements alors que les partiels n'étaient pas encore passés. Revenu dans leur logement fin août, certain-es étudiant.es ont eu la bonne surprise de découvrir une partie de leurs affaires manquantes, déplacées ou endommagées <sup>16</sup>.

<sup>10</sup> URL: [https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/03/11/une-centaine-de-migrants-qui-occupaient-le-centquatre-paris-evacues-vers-des-gymnases\\_6221386\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/03/11/une-centaine-de-migrants-qui-occupaient-le-centquatre-paris-evacues-vers-des-gymnases_6221386_3224.html)

URL: [https://www.instagram.com/p/C9AcK3aNjKd/?img\\_index=1](https://www.instagram.com/p/C9AcK3aNjKd/?img_index=1)

URL: <https://www.bondyblog.fr/reportages/a-la-maison-des-metallos-levacuation-des-mineurs-isoles-pose-la-question-de-lapres/>

<sup>11</sup> URL: [https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/04/17/le-plus-grand-squat-de-france-a-vitry-sur-seine-en-cours-d-evacuation-a-cent-jours-des-jeux-olympiques\\_6228290\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/04/17/le-plus-grand-squat-de-france-a-vitry-sur-seine-en-cours-d-evacuation-a-cent-jours-des-jeux-olympiques_6228290_3224.html)

<sup>12</sup> URL: <https://fr.squat.net/2024/04/12/lile-saint-denis-93-expulsion-du-malvassé-et-de-tous-les-squats-de-lavenue-jean-jaures/>

<sup>13</sup> URL: [https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/07/19/jo-2024-les-sans-abri-moins-visibles-dans-paris-apres-des-evacuations-de-campements\\_6252413\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/07/19/jo-2024-les-sans-abri-moins-visibles-dans-paris-apres-des-evacuations-de-campements_6252413_3224.html)

<sup>14</sup> URL: <https://www.infomigrants.net/fr/post/58960/jo-2024--des-sansabri-et-migrants-ont-occupe-le-temps-dune-soiree-la-place-de-la-bastille-a-paris>

<sup>15</sup> URL: <https://www.mediapart.fr/journal/france/130223/l-approche-des-jo-des-familles-expulsees-d-hotels-sociaux-qui-misent-sur-le-tourisme>

<sup>16</sup> URL: <https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/etudiants-precaires-expulses-pour-les-jo-le-crous-au-tribunal-032720790>

URL: <https://www.radiofrance.fr/mouv/podcasts/reporterter/affaires-perdues-valises-deplacées-pendant-les-jeux-olympiques-les-logements-crous-maltraités-7606878>

### 3 Répression des travailleur-euses du sexe

La répression concernant les travailleuses du sexe (TDS) en Île-de-France s'est accentuée à l'approche des JOP, les policier-ères mettant en place un « nettoyage social » concernant les TDS vues comme des indésirables.

Depuis le début de l'année 2024 à Belleville où exercent des femmes d'origine chinoise, des contrôles ont lieu environ trois fois par semaine. On peut attester qu'il y a un ciblage spécifique puisque des interprètes parlant le mandarin sont prévus à ces occasions. Les femmes chinoises travailleuses du sexe, qui ont en moyenne soixante-cinq ans, se retrouvent à l'issue de ces contrôles avec des obligations de quitter le territoire français, parfois un enfermement en centre de rétention administrative suivi d'une expulsion. Celles qui ont un titre de séjour se voient refuser le droit d'exercer le travail sexuel en rue, alors même que le délit de racolage a été abrogé en 2016.

Dans le quartier de Strasbourg-Saint-Denis, même constat du collectif des femmes de Strasbourg-Saint-Denis, des policier-ères (parfois en civil) viennent demander aux femmes de partir en prétextant qu'il y aurait un délit de racolage. D'autres laissent entendre qu'elles devront partir pendant les JOP – toujours, sous aucune base légale mais en donnant l'impression que des ordres précis ont été donnés.

Dans les Bois de Boulogne et de Vincennes, les associations qui interviennent parlent de nouvelles patrouilles de police déployées à l'occasion des JOP faisant des contrôles musclés des femmes qui exercent le travail sexuel. Certains policiers ont prétendu qu'elles ne pourraient plus travailler lors des JOP, sans aucune base légale. Des policier-ères en civil y ont fait également des contrôles ciblant particulièrement les cabanes et camionnettes pour essayer de trouver des clients. Iels en ont profité pour faire des contrôles d'identités des TDS rencontrées, en les amenant parfois au commissariat où les femmes ressortent avec des ordres de quitter le territoire français (OQTF).

Au Bois de Vincennes, les femmes nigérianes racontent les violences quotidiennes subies de la part des polici-ères :

*Quand ils pensent qu'on est dedans, ils secouent la camionnette violemment, pour nous forcer à répondre. Et là, ils peuvent devenir très violents et agressifs. Quand on n'a pas le temps de remonter dedans, on court dans les bois. C'est pour ça qu'on doit mettre des habits sombres, pour qu'ils nous retrouvent moins facilement avec leurs lumières. Parfois, ils nous courent après dans les bois et nous bloquent de l'autre côté. Ça arrive qu'ils viennent même avec des chiens, là, c'est impossible de courir<sup>17</sup>.*

Presque toutes les TDS font l'objet d'insultes de la part des policiers. En outre, la forte présence policière a fait fuir les clients, obligeant les TDS à dépendre de plus en plus de l'aide alimentaire pour survivre.

Partout dans Paris, la répression envers les TDS est féroce. La porte parole du STRASS Elisa Koubi explique :

*On est sur un lâcher prise total sur la dénonciation et la chasse à la prostitution.*

Ce lâcher prise a cumulé le 9 juillet par l'assassinat de Géraldine, une TDS trans péruvienne de trente ans. Géraldine a été poignardée et assassinée dans son appartement du XVI<sup>e</sup> arrondissement à Paris. Le meurtrier a justifié son acte par la transidentité de Géraldine, ne laissant aucun doute sur le caractère transphobe de son acte. Une deuxième TDS a été assassinée dans son appartement durant les JOP, moins d'informations ont circulé à son sujet pour préserver la famille. Si les meurtres de TDS sont malheureusement trop courants pour n'être expliqués que par les JOP, le lien entre la répression, qui mène à une plus grande précarité, et la mise en danger des personnes ainsi harcelées, est connu depuis de nombreuses années et dénoncé par de nombreux collectifs.

<sup>17</sup> URL: <https://www.mediapart.fr/journal/france/050824/prostitution-les-femmes-du-bois-de-vincennes-contraintes-de-deserter>

URL: <https://www.actupparis.org/wp-content/uploads/2024/03/RAPPORT-LES-JEUX-OLYMPIQUES-ET-PARALYMPIQUES.-UN-CONFINEMENT-SOCIAL-POUR-LES-TRAVAILLEUSES-DU-SEXE-MARS-2024.pdf>

URL: <https://friction-magazine.fr/jeux-olympiques-et-paralympiques-2024-les-travailleuses-du-sexe-entre-impossibilite-de-travailler-et-repression/>

URL: <https://blogs.mediapart.fr/acceptess-t/blog/100724/meurtre-de-geraldine-une-transphobie-et-une-insecurite-ubuesques>

URL: [https://x.com/STRASS\\_Syndicat/status/1823105261952815268](https://x.com/STRASS_Syndicat/status/1823105261952815268)

#### 4 Une chasse aux sans-papiers

Augmentation des contrôles de police sur les travailleur-euses sans papiers, particulièrement sur le vendeur-euses à la sauvette. Les vendeur-euses de tours Eiffel sont pourchassé-es par les policier-ères :

*La police nous chasse, on n'arrive pas à travailler.*

rapporte un Sénégalais âgé de vingt-deux ans. La forte présence policière fait aussi fuir les acheteur-euses potentiel-les. Un vendeur rapporte :

*On brade, sinon les gens n'achètent pas. Avec tous ces policiers, on a vraiment du mal à gagner de l'argent. Après, les Blancs vont dire qu'on ne travaille pas<sup>18</sup>.*

Les personnes sans papiers n'osent plus sortir, ni se déplacer du fait de la forte présence policière et à la peur des contrôles pouvant mener à des OQTF et des placements en Centre de rétention administrative (CRA). Cette peur fragilise des populations déjà des plus précaires. Guillaume Bellon, coordinateur du centre de santé et d'orientation (CASO) de *Médecins du monde* à La Plaine-Saint-Denis décrit :

*J'en connais qui ont tellement peur des gendarmes qu'ils préfèrent prendre des anti-douleurs plutôt que d'aller à leurs rendez-vous médicaux dans le centre de Paris.*

Du fait des mesures exceptionnelles des JOP, les collectifs d'aide alimentaire et de soutien aux personnes isolées ont aussi plus de difficultés pour atteindre les per-sonnes dans le besoin, réduisant l'aide que ces personnes auraient pu obtenir<sup>19</sup>.

## B • Impact sur la santé

### 1 Une plus grande difficulté d'accès aux soins

Les restrictions de circulation mises en place pour la cérémonie d'ouverture et les JOP ont rendu l'accès aux hôpitaux plus difficile, ce qui, en fonction des traitements suivis, a pu avoir de graves conséquences. Le personnel soignant et les ambulancier-ères n'ont pas eu le droit d'emprunter les voies réservées à Paris 2024 (sauf en cas d'urgence vitale et missionnés par le Samu), et ce malgré les embouteillages qu'ont provoqué la réservation de ces 185 kilomètres de voies franciliennes. Les ambulancier-ères dénonçaient ainsi des trajets deux à quatre fois plus longs qu'en temps normal, notamment pour se rendre en banlieue<sup>20</sup>.

L'association *France Rein* s'est notamment inquiétée de la situation des personnes sous dialyses (ce qui concernent environ 7000 personnes en Île-de-France). L'association a en effet reçu de nombreuses alertes d'adhérent-es concernant l'accès aux centres de dialyses pendant les Jeux olympiques. Les hôpitaux parisiens ont décalé des rendez-vous de dialyse pour éviter le jour de la cérémonie d'ouverture ou des certaines épreuves. *France Rein* a réclamé un pass prioritaire pour que ces personnes puissent suivre leur traitement. La préfecture n'a pas donné son feu vert pour laisser ces patient-es circuler sans restriction<sup>21</sup>.

À Saint-Denis, la bretelle d'accès de l'A1 menant à l'hôpital Delafontaine a été fermée par arrêté préfectoral dans le cadre des restrictions de circulation pendant les JOP. Le personnel a découvert cette fermeture le 15 juillet lorsque celle-ci a été mise en place, sans aucune concertation ni même information préalable. Cette restriction a obligé le personnel soignant de faire un détour de vingt à trente minutes pour accéder à l'hôpital. Suite à la mobilisation d'élu-es et la médiatisation de cette affaire, la bretelle a été réouverte quelques jours plus tard<sup>22</sup>.

À Castellane, la prise en charge d'un homme a été retardée à cause de la réquisition d'un hélicoptère pour les JOP. L'homme qui suite à une chute en montagne était en urgence vitale a dû attendre deux heures avant d'être hélicoptéré au service de réanimation de Marseille, car le seul hélicoptère disponible était réquisitionné pour deux matchs de football à Nice et à Marseille pour les JOP<sup>23</sup>.

<sup>18</sup> URL: <https://www.mediapart.fr/journal/france/300724/avec-les-vendeurs-la-sauvette-de-la-tour-eiffel-la-police-nous-chasse-n-arrive-pas-travailler>

<sup>19</sup> URL: <https://www.lavie.fr/actualite/societe/comment-les-associations-daide-aux-personnes-precaires-se-reorganisent-pendant-les-jo-95701.php>

<sup>20</sup> URL: <https://www.ouest-france.fr/jeux-olympiques/catastrophique-quand-les-jo-empechent-les-soignants-de-se-rendre-sur-leur-lieu-de-travail-5856dfba-4a62-11ef-bfeb-1153a1dd3579>

<sup>21</sup> URL: <https://www.francerein.org/actualites/france-rein-attire-lattention-sur-la-situation-des-dialyses-en-idf-durant-les-jo/>  
[https://www.francetvinfo.fr/les-jeux-olympiques/paris-2024-l-association-france-rein-reclame-un-passe-prioritaire-pour-les-personnes-atteintes-d-insuffisance-renale\\_6655950.html](https://www.francetvinfo.fr/les-jeux-olympiques/paris-2024-l-association-france-rein-reclame-un-passe-prioritaire-pour-les-personnes-atteintes-d-insuffisance-renale_6655950.html)

<sup>22</sup> URL: <https://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/jo-paris-2024-les-acces-a-lhopital-delafontaine-restreints-le-maire-de-saint-denis-ecrit-au-prefet-de-police-24-07-2024-6W523BHOKFFDHKQSDGICWWZZBY.php>

<sup>23</sup> URL: <https://www.mediapart.fr/journal/france/070824/la-requisition-d-un-helicoptere-pour-les-jo-retarde-la-prise-en-charge-d-un-homme-en-urgence-vitale>



## 2 Une mise en danger des athlètes

Malgré une recrudescence du Covid-19 juste avant les JOP de Paris, aucun protocole sanitaire n'a été mis en place par le COJOP, laissant aux délégations et aux athlètes la responsabilité de se protéger. Ainsi début août quarante athlètes ayant participé aux JO de Paris étaient positifs au Covid-19. S'il est impossible d'être certain-e que les athlètes ont attrapé le Covid pendant la compétition, l'hypothèse reste plus que probable au vu du nombre de personnes et du brassage de population (principalement sans masque) que celle-ci a occasionné<sup>24</sup>.

Plusieurs athlètes ont eu des problèmes de santé, après avoir nagé dans la Seine. Ainsi la nageuse allemande Léonie Beck a eu de gros problèmes gastriques suite à sa nage de dix kilomètres en eau libre et a annoncé avoir « vomi neuf fois et eu la diarrhée ». Deux autres athlètes allemands ont eu des nausées et des diarrhées, suite à la nage en eau libre, a affirmé la confédération allemande des sports olympiques. Le triathlète néo-zélandais Hayden Wilde a déclaré avoir eu les symptômes d'une infection par E.coli, deux jours après son épreuve de natation dans la Seine. Une deuxième personne de son équipe aurait également les symptômes d'E.coli. Enfin, la triathlète belge Claire Michel est elle aussi tombée malade après son épreuve de natation dans la Seine. Si pour ces différents cas, il n'est pour l'instant pas prouvé que les maladies soient en rapport avec l'état de la Seine, les mensonges de l'État sur la qualité de l'eau et les données révélées par Médiapart ne peuvent qu'inciter à incriminer celle-ci<sup>25</sup>.

## C • Impact sur les esprits

### 1 Impact sur les écoles

Seize millions d'euros ont été dépensés par l'État pour distribuer des livrets pédagogiques sur les JOP aux élèves de primaire. Tous les élèves du CP au CM2 ont reçu un livret avec une pièce de deux euros de la Monnaie de Paris. Cette opération de propagande a été très mal accueillie par de nombreux professeur-es au moment où ceux-ci réclament des augmentations et plus de moyens pour continuer à enseigner décentement, particulièrement dans le 93, où les syndicats et les enseignant-es se mobilisent depuis le 26 février pour un « Plan d'urgence pour l'éducation dans le 93 »<sup>26</sup>.

En plus des livrets, l'État a tout fait pour diffuser la propagande olympique dans les écoles, au travers du ministère de l'éducation et du plan « 2023-2024 : une année olympique et paralympique à l'école ». Voici les objectifs annoncés sur le site internet dédié :

**À l'occasion des Jeux olympiques et paralympiques en France à l'été 2024, l'École de la République est appelée à faire vivre aux élèves toutes les dimensions du sport : physiques, culturelles, artistiques, citoyennes, patrimoniales.**

Ainsi :

**Toutes les écoles et tous les établissements scolaires sont encouragés à organiser lors de la première semaine de septembre 2023 un événement collectif autour de l'olympisme et du paralympisme. [...] À l'occasion de la traditionnelle « rentrée en musique » les élèves pourront interpréter l'hymne olympique, l'hymne paralympique ou, plus largement, certains hymnes des pays participants aux Jeux olympiques et paralympiques<sup>27</sup>.**

On peut lire aussi que :

**La mobilisation des élèves et des équipes pédagogiques et éducatives tout au long de l'année scolaire sera favorisée par les dispositifs permettant de renforcer la pratique physique et sportive pour tous et de créer le lien entre les enseignements ou les projets éducatifs et les Jeux olympiques et paralympiques et leurs valeurs.**

Le tout suivi d'un calendrier des journées et temps fort de l'année qui peuvent être mobilisées autour des JOP.

<sup>24</sup> URL: <https://www.ouest-france.fr/jeux-olympiques/jo-2024-des-cas-de-covid-de-plus-en-plus-nombreux-dans-le-monde-au-moins-40-athletes-positifs-622d54f2-53e9-11ef-a1d5-0ad40f45dcb0>

<sup>25</sup> URL: <https://www.lefigaro.fr/sports/athletisme/jo-paris-2024-un-triathlete-neo-zelandais-ayant-nage-dans-la-seine-malade-avec-les-symptomes-d-une-infection-par-e-coli-20240806>

URL: <https://www.ouest-france.fr/jeux-olympiques/jo-2024-jai-vomi-neuf-fois-trois-athletes-allemands-malades-apres-avoir-nage-dans-la-seine-24eac67a-57b2-11ef-9261-54448a3d7417>

<sup>26</sup> URL: <https://enseignants.se-uns.org/Kit-pedagogique-Paris-2024-pour-la-propagande-presidentielle-le-compte-est-bon>

URL: <https://www.letudiant.fr/lycee/la-seine-saint-denis-mobilisee-pour-demander-un-plan-durgence-pour-leducation.html>



La flamme olympique n'est bien évidemment pas oubliée :

**Cette année sera également celle du parcours de la flamme olympique, qui traversera de nombreux départements en France métropolitaine et en outre-mer. À cette occasion, les élèves pourront être mobilisés autour de la géographie du relai et de la symbolique de la flamme et mettre en évidence leurs réalisations développées au sein de projets éducatifs.**

Des programmes sont aussi mis en place pour s'assurer que les professeur-es et les élèves participent bien à l'enthousiasme olympique. Ainsi, le label *Génération 2024*, qui permet d'impulser depuis sa création de nombreux projets au sein des écoles et des établissements du second degré et qui concernent 8 000 écoles et établissements, le programme *Unis'vers 2024*, vise à l'appropriation active d'une culture olympique et le programme *Vers une génération responsable* de formation des jeunes officiels à l'UNSS propose des formations et des certifications nationales pour conduire les élèves à être leurs propres organisateur-rices de leurs compétitions scolaires.

Enfin, un programme de billetterie *Ma classe aux Jeux* a été créée afin que

**192 300 billets pour les Jeux paralympiques (soient) distribués aux écoles et aux établissements scolaires du second degré en ayant fait la demande et ayant proposé un projet éducatif en lien avec les Jeux olympiques et paralympiques<sup>27</sup>.**

La tenue des Jeux Paralympiques jusqu'au 8 septembre, a perturbé la rentrée des classes de centaines d'élèves. Dans l'académie de Paris et l'académie de Versailles, la tenue des compétitions s'est surtout traduite par une injonction aux personnels des établissements d'arriver avant huit heures pour éviter les heures de pointe et les embouteillages dus aux épreuves sportives.

Dans l'académie de Créteil, trois établissements sont directement impactés par la tenue des JOP. Il s'agit des écoles élémentaires Henri Barbusse et Claude Dilain à Clichy-sous-Bois qui se situent à proximité des épreuves de para cyclisme, les écoles élémentaires Henri Barbusse et Claude Dilain de Clichy-sous-Bois et du collège Dora Maar située cœur du village paralympique. Les écoles de Clichy-sous-Bois ont décidé de remplacer leurs cours par des activités éducatives en dehors des classes les 3, 5 et 6 septembre, avec des visites aux sites paralympiques. Les élèves du collège Dora Maar ont elleux été délocalisées dans l'ancienne école Anatole-France, à Saint-Ouen jusqu'au 17 septembre, une école qui n'est cependant pas adaptée au flux important de collégiens. Pour parer à cette difficulté la rentrée a été échelonnée et des activités extérieures ont été proposées aux enfants, notamment d'aller voir les compétitions paralympiques<sup>28</sup>.

## 2 Promotion de la scientologie<sup>29</sup>

L'Église de scientologie a profité de l'événement pour se livrer à une vaste opération de promotion. Celle-ci a ouvert en avril 2024 un grand centre de cinq étages à Saint-Denis à 300 mètres du Stade de France. La Miviludes souligne que ce choix de localisation à Saint-Denis n'était « pas anodin » :

**À proximité du Stade de France, du futur village olympique et de l'autoroute A1 d'où le mouvement pourrait rendre visible la croix à huit branches, son symbole.**

Des brochures « Non à la drogue, oui à la vie », derrière laquelle se dissimule la scientologie, ont été distribuées dans plusieurs quartiers à Paris, dont ceux qui accueillent des épreuves olympiques ou dans lesquels se trouvent des lieux particulièrement touristiques. À chaque fois, les partisans de l'association « Non à la drogue, oui à la vie » ont profité de la ferveur autour des Jeux olympiques pour faire leur promotion. Ils ont également agi à Angers et Marseille au passage de la flamme olympique. Tom Cruise, adepte et promoteur connu de la scientologie, a été la star de la cérémonie de clôture au stade de France et a été décoré par la ministre de la culture (pourtant démissionnaire) Rachida Dati qui l'a nommé chevalier des Arts et des Lettres, juste après le lancement des JOP.

La Scientologie aurait aussi profité des JO et de l'emballement autour de présence de Tom Cruise pour diffuser discrètement sa propagande sur Toulouse. Des bénévoles de l'association *Infos-Sectes Midi-Pyrénées* ont collecté 176 brochures « Non à la drogue, oui à la vie » dans des commerces du centre de Toulouse.

<sup>27</sup> URL: <https://www.education.gouv.fr/2023-2024-une-annee-olympique-et-paralympique-l-ecole-378668>

<sup>28</sup> URL: <https://www.echoid.fr/rentree-scolaire-2024-un-casse-tete-logistique/>

URL: [https://actu.fr/ile-de-france/saint-ouen-sur-seine\\_93070/c-est-ou-la-cantine-dans-ce-college-de-saint-denis-la-rentree-bousculee-par-les-jeux-paralympiques\\_61557549.html](https://actu.fr/ile-de-france/saint-ouen-sur-seine_93070/c-est-ou-la-cantine-dans-ce-college-de-saint-denis-la-rentree-bousculee-par-les-jeux-paralympiques_61557549.html)

<sup>29</sup> URL: <https://www.sudouest.fr/sport/jeux-olympiques/jeux-olympiques-2024-l-eglise-de-scientologie-se-prepare-a-une-vague-de-touristes-et-inaugure-un-grand-centre-parisien-19223601.php>

URL: <https://www.miviludes.interieur.gouv.fr/missions/actualites/jeux-olympiques-%E2%80%93-attention>

URL: <https://www.ladepeche.fr/2024/08/12/effet-tom-cruise-a-toulouse-une-association-proche-de-la-scientologie-inonde-de-tracts-antidroque-au-centre-ville-12138110.php>

### 3 Propagande culturelle multiforme

Pour rendre les JOP sympathiques pour le grand public, l'État a particulièrement sollicité le secteur culturel. Cela a pris plusieurs formes : les *Olympiades culturelles de Paris 2024* en est une, ainsi que la commande publique activée dans les domaines de la création plastique, sans oublier une propagande intense en direction des enfants des collèges et des lycées<sup>30</sup>.

Les *Olympiades culturelles* entendent montrer qu'il existe des « valeurs communes aux arts et aux sports comme l'excellence, l'inclusion, la diversité culturelle, l'universalisme ». On ne saura pas comment « l'excellence » peut aller de pair avec « l'inclusion », ni où se trouve la « diversité culturelle et l'universalisme » dans un spectacle sportif né en Occident comme exaltation de la concurrence propre au système capitaliste mais cela n'a aucune importance :

**Plusieurs grands rendez-vous sublimeront, grâce à la création artistique, le dialogue entre sport et culture<sup>31</sup>.**

Ainsi, jusqu'au mois de juin précédant les JOP, un certain nombre de grands théâtres subventionnés, comme celui du Châtelet à Paris, ont mis leur art au service des « valeurs de l'olympisme, du sport et de la culture », car elles « se rejoignent plus qu'elles ne s'opposent. La communion, l'émotion se partagent autant sur les événements sportifs que culturels. »

« Loyauté », « respect de l'adversaire » et « dépassement de soi » : autant de valeurs portées par la Charte olympique, se trouvent magnifiées par le recours au secteur culturel soutenu par la subvention publique. Ainsi, on est prié-e de croire que les JOP ne sont pas qu'un moyen de collecter des médailles dans un jeu nationaliste, mais de servir des valeurs qui dépasseraient les acteur-rices elleux-mêmes, sportif-ves ou artistes. Le ministère de la Culture a affiché 1 900 projets culturels dont plus de 1 600 labellisés *Olympiades culturelles* fin 2023, 534 collectivités engagées via les entités *Terres des Jeux 2024* et 153 collaborations avec des institutions au rayonnement international et national.

Pour les JOP, une manne financière se déverse aussi sur les projets architecturaux. Solidéo a lancé plusieurs dizaines d'appels à créations architecturales dans le but « de marquer le passage des Jeux, de témoigner des transformations du territoire, et de poétiser un nouveau quartier dont l'histoire s'écrit chaque jour ». Ainsi, une « œuvre d'art pérenne au sein de la ZAC Village olympique et paralympique » sera payée 300 000 euros<sup>32</sup>. Plus généralement, l'argent public est déversé sur les architectes, artistes et plasticien-nes mais à la condition qu'ils délivrent un message positif sur les JOP.

Par ailleurs, nous avons vu (ci-dessus) que la jeunesse est particulièrement ciblée. Les élu-es locaux ont également pris part à cet effort de propagande. Ainsi, Plaine commune, a demandé à l'association des bibliothécaires de Seine-Saint-Denis d'organiser des animations en faveur des JOP en direction des plus jeunes. La maire d'Aubervilliers n'a pas hésité à réaliser un numéro de charme en direction du public des lycées de sa ville sur le thème de la « fierté des banlieues » que permettraient les Jeux. Le Salon du livre jeunesse de Montreuil a proposé en 2022 un *Cahier du Salon*, intitulé *L'esprit d'équipe en mouvement*, qui se présente comme un cahier de devoirs de vacances avec des rubriques d'« activités littéraires olympiques » dont la vocation consiste clairement à habituer les tout-es petit-es à la beauté des activités sportives de compétition, présentées sous un jour agréable.

Par ailleurs, la ville de Saint-Denis finance avec l'État et le COJOP le projet *130 pays – 130 collègues, un dispositif en or pour vivre les Jeux*. Il permet à de nombreuses classes « de faire connaissance avec l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, le Danemark et l'Italie, voire de les visiter » grâce à des activités diverses, déclinées dans de nombreuses matières (langue, histoire, géographie) à travers le prisme olympique. Par exemple, la professeure d'espagnol du collège Dora-Maar va emmener sa classe à Barcelone afin de visiter « les installations olympiques pour pouvoir y comparer l'évolution des deux territoires : comment Barcelone a évolué et comment la Seine-Saint-Denis est en train d'évoluer<sup>33</sup> ». En contrepartie de l'aide publique, les bénéficiaires doivent faire ingurgiter aux enfants le discours officiel relatif aux bienfaits des JOP.

<sup>30</sup> Voir « Paris 2024, des Jeux sans joie, la culture du consentement », Frédéric Viale, *Le Monde diplomatique*, mai 2024,

URL: <https://www.monde-diplomatique.fr/2024/05/VIALE/66833>

<sup>31</sup> Toutes les citations proviennent de [www.culture.gouv.fr/Olympiade-culturelle](http://www.culture.gouv.fr/Olympiade-culturelle)

<sup>32</sup> Appel à projet olympique du 21 octobre 2022

<sup>33</sup> Site du collège Dora-Maar

## C • Exploitation

### 1 Exploitation des personnes sans-papiers

Sur les chantiers JOP, il y a eu 181 accidents du travail dont 31 jugés « graves » par la Solideo. Amara Dioumassy, un ouvrier malien est mort aussi sur le chantier du bassin d'Austerlitz, percuté par un camion qui faisait marche arrière le 16 juin 2023. Il avait cinquante-et-un ans. On peut aussi rappeler les six autres travailleurs morts sur les chantiers du Grand Paris Express depuis le début des travaux en 2020, car ces chantiers suivent la même cadence que ceux des JOP : ils doivent être prêts pour 2024, particulièrement les nouvelles gares de la ligne 14 qui desservent d'un côté le stade de France avec la gare de St-Denis-Pleyel et de l'autre l'aéroport d'Orly. Voici les noms des ouvriers décédés sur ces chantiers depuis 2020 :

Maxime Wagner (trente-sept ans, 2020)  
Jérémy Wasson (vingt-et-un ans, 2020)  
Abdoulaye Soumahoro (quarante-et-un ans, 2020)  
Joao Baptista Miranda (soixante-et-un ans, 2022)  
Franck Michel (cinquante-huit ans, 2023)  
Seydou Fofana (vingt-deux ans, 2023)<sup>34</sup>

Une centaine de travailleurs sans papiers (venant principalement du Mali et de la République démocratique du Congo) ont travaillé sur les chantiers des JOP. Ceux-ci ont dénoncé début décembre 2022 les différents abus sur les chantiers dont ils ont été victimes à cause de leur situation administrative, notamment l'absence de contrat de travail et de fiche de paie, ainsi que le manque de protection sur les chantiers du village olympique. Le 20 juin 2023, dix travailleurs ont fini par assigner devant le tribunal des prud'hommes de Bobigny douze entreprises du BTP pour travail dissimulé. Leur plainte concernait huit sous-traitants, mais aussi quatre grandes entreprises donneuses d'ordre : *Vinci, Eiffage, Spie Batignolles* et *GCC*. La DRIETTS (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, c'est-à-dire l'inspection du travail) a aussi mis au jour « des faits présumés de travail illégal sur un chantier connexe du village des athlètes » et mènerait pas mois de trois autres enquêtes pour travail illégal, minoration salariale et emploi de sans-papiers sur les chantiers des JOP. L'inspection du travail estime les fraudes aux cotisations et aux impôts entre 500 000 et 750 000 euros – il s'agit là d'une estimation minimale<sup>35</sup>.

Le 17 octobre 2023, à l'initiative des Gilets Noirs et de la CNT-SO, plus de deux cents personnes ont bloqué le chantier de l'*Arena* à la Porte de la chapelle. Dans un communiqué (soutenu par d'autres collectifs de sans-papiers tels que *Droits Devant*, *CSPM* et *CSP75*), ils dénoncent l'exploitation qu'ils subissent sur les chantiers. « Pas de papiers, pas de JO ! » sera le nouveau mot d'ordre. Suite à cette action et malgré des promesses de régularisation, tous les manifestants sans-papiers ont été congédiés. Les actions se poursuivront durant l'hiver 2023-2024 avec notamment une nouvelle occupation fin décembre pour demander la réintégration des ouvriers congédiés<sup>36</sup>.

<sup>34</sup> URL: <https://www.rfi.fr/fr/sports/20240516-jo-2024-pas-de-d%C3%A9compte-des-morts-sur-les-chantiers-de-construction-parisiens>

<sup>35</sup> URL: [https://www.lemonde.fr/sport/article/2022/12/05/paris-2024-des-travailleurs-sans-papiers-sur-les-chantiers-olympiques\\_6153068\\_3242.html](https://www.lemonde.fr/sport/article/2022/12/05/paris-2024-des-travailleurs-sans-papiers-sur-les-chantiers-olympiques_6153068_3242.html)

URL: <https://www.novethic.fr/actualite/social/conditions-de-travail/isr-rse/paris-2024-des-ouvriers-sans-papier-assignent-en-justice-des-entreprises-du-btp-a-la-tete-des-chantiers-du-village-olympique-151646.html>

URL: <https://basta.media/Fraudes-patronales-accidents-du-travail-emploi-illegal-sur-les-chantiers-JO-2024>

<sup>36</sup> URL: [https://www.francetvinfo.fr/les-jeux-olympiques/paris-2024-comment-des-ouvriers-sans-papiers-ont-travaille-sur-des-chantiers-des-jeux\\_6240894.html](https://www.francetvinfo.fr/les-jeux-olympiques/paris-2024-comment-des-ouvriers-sans-papiers-ont-travaille-sur-des-chantiers-des-jeux_6240894.html)

URL: <https://www.bondyblog.fr/societe/pas-de-papiers-pas-de-jo-greve-des-travailleurs-immigres-sur-les-chantiers-des-jo/>

URL: <https://www.politis.fr/articles/2023/10/jo-2024-un-chantier-bloque-par-des-travailleurs-sans-papiers-grevistes/>

## 2 Des contrats abusifs

Dans l'Indre, sur les chantiers olympiques, l'inspection du travail a relevé des abus et des manquements notamment en matière de sécurité et de travail illégal. De emplois ont été dissimulés et certaines règles n'ont pas été respectées en matière de détachement. L'abus de détachements est un des moyens les plus pratiqués pour dissimuler le travail, ce qui permet aux employeur-euses de sous-payer les salarié-es, d'éviter des cotisations sociales et de ne pas respecter les réglementations en matière de sécurité et de santé<sup>37</sup>.

L'inspection du travail enquête sur l'emploi jugé abusif de CDD au forfait jour par le COJOP pour ses salarié-es. En effet, le COJOP utilise le principe du contrat CDD au forfait cadre pour pouvoir rémunérer ses employé-es au forfait et non à l'heure, ne payant ainsi pas les heures supplémentaires comme telles. Or, les salarié-es du COJOP ont dénoncé depuis mars 2024 les horaires à rallonge imposés par le COJOP allant jusqu'à

***Soixante heures par semaine, parfois plus. Du travail de nuit, les week-ends, six jours sur sept.***

De plus, les horaires étendus permis par le forfait cadre sont censés être contrebalancés par une plus grande autonomie du salarié, ce qui n'est pas le cas ici puisque les plannings et les horaires sont imposés aux salarié-es et les temps de repos peu respectés.

Une salariée a témoigné à Médiapart n'avoir eu le droit à rien, si ce n'est travailler très dur et n'avoir « rien vu des JO » :

***Nous sommes les petites mains, celles que Tony Estanguet a remerciées. Oui, les Jeux étaient magnifiques mais la frustration est immense.***

3 200 personnes ont été embauchées par le COJOP sous ce contrat<sup>38</sup>.

Pour la cérémonie d'ouverture, la société de production *Paname 2024* a essayé de réduire les coûts sur le dos des danseur-euses recruté-es. Tout d'abord, les offres d'emplois proposées ne respectaient pas le Code du travail, celles-ci étant principalement passées via le compte Instagram personnel du directeur de casting. Ces annonces ne comprenaient que la date et le lieu des auditions et n'indiquaient ni le type de contrat ni le montant de la rémunération. Il était cependant bien précisé que l'hébergement, transport et les repas ne seraient pas fournis, ce qui ne respecte pas la convention collective des « artistes chorégraphiques ».

Pour les artistes ayant été sélectionné-es aux auditions, les salaires proposés ont été au plus bas de la convention collective : entre 120 et 200 euros brut par répétition et entre 155 et 300 euros pour les spectacles. Pour les spectacles, les salaires dépassent le minimum de la Convention collective de 2,31 euros. De plus, les artistes ne devaient pas être défrayé-es pour les logements et les trajets pendant les journées de répétitions et de spectacle. Un artiste témoignait :

***Je m'attendais à mieux pour un événement comme ça. Ils se comportent comme des plus petites structures qui essayent de tricher et d'économiser sur tout.***

Enfin, le renoncement aux droits voisins que les artistes ont dû accepter et ceux qui concernent la rétribution des artistes pour la captation et la diffusion de leur prestations ne respectent pas, là non plus, les règles du Code de la propriété intellectuelle.

Par ailleurs, *Paname 2024* a aussi fait appel à des étudiant-es en danse, notamment au Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, afin de réduire leur coût. Ces derniers n'ont en effet carrément pas été payé-es pour les heures de répétition, au prétexte qu'il s'agit d'une « super opportunité » et que ça rentrait dans leur « parcours scolaire », même si certaines des répétitions ont eu lieu pendant leurs vacances.

Cependant, les conditions n'ont pas été aussi négatives pour tout le monde, puisque les danseur-euses embauché-es directement des ballets nationaux ont été eux logé-es, défrayé-es pour leurs déplacements et ont même obtenu une prime.

Face à ces mauvaises conditions de traitement, la CGT a essayé d'entamer des négociations avec *Paname 2024* portant notamment sur la prise en charge des déplacements, du logement et la revalorisation des droits voisins. Ces revendications ont toutes été rejetées dans une lettre par Romain Voillemot, directeur des affaires juridiques de Paris 2024, au prétexte notamment que celles-ci coûteraient trop cher et que pour les artistes c'est « un honneur de participer à la cérémonie d'ouverture ».

<sup>37</sup> URL: <https://www.lanouvellerepublique.fr/chateauroux/jeux-olympiques-dans-l-indre-les-inspecteurs-du-travail-relevant-les-abus-et-misent-sur-la-prevention>

<sup>38</sup> URL: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/08/28/paris-2024-le-comite-d-organisation-champion-olympique-des-heures-a-rallonge-et-des-arrangements-avec-le-droit-du-travail\\_6297323\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/08/28/paris-2024-le-comite-d-organisation-champion-olympique-des-heures-a-rallonge-et-des-arrangements-avec-le-droit-du-travail_6297323_3234.html)

URL: <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/130824/jo-le-comite-d-organisation-accuse-de-pietiner-la-reglementation-du-travail-sur-certains-cdd>

Suite à cette réponse, la CGT a déposé un préavis de grève pour la cérémonie d'ouverture et les danseur-euses ont refusé de danser lors des répétitions sur la Seine, levant le poing en signe de protestation. *Paname 2024* a fini par leur proposer de revaloriser les droits voisins proposés, amenant le syndicat à lever le préavis de grève, même si les revendications concernant la prise en charge des déplacements et du logement elles, n'ont pas abouti.

Pour rappel, la chambre d'hôtel et la sécurité de Céline Dion ont intégralement été prises en charge pour sa participation à la cérémonie d'ouverture, à savoir un montant de 325 000 euros (125 000 euros pour cinq nuits d'hôtel et 200 000 euros pour sa sécurité privée)<sup>39</sup>.

*Solidaires RATP* dénonce les conditions de travail des Gilets violets présents dans les métros pour aider les touristes. Visiblement ces derniers auraient 10h15 de travail en continu, interdiction de s'asseoir, pas d'eau fournie, pas de réfectoire, ni de local disponible pour se reposer ou poser des affaires. Les contrats proposés sont de plus des CDD très courts, certains ne durant pas plus de deux jours. L'inspection du travail a été saisie sur des conditions de travail précaires et inhumaines<sup>40</sup>.

### 3 Exploitation des précaires

Devant le manque d'agent-es de sécurité pour les épreuves, *Pôle Emploi* a fait du recrutement de ces professionnel-les une priorité, afin de trouver 15 000 agent-es de sécurité et a mis la pression sur les demandeur-euses d'emploi pour les forcer à accepter des formations dans ce domaine :

***On convoque à tour de bras des demandeurs d'emploi qui n'ont rien à voir avec ces métiers, qui ne cherchent pas dans ce secteur et qui n'ont rien demandé.***

Les demandeur-euses d'emploi ont dû justifier de leur refus d'aller vers un métier d'agent-e de sécurité, sous la menace de se voir radier.

Le même phénomène a eu lieu avec la Ville de Paris qui a fait pression sur les allocataires du RSA pour les recruter comme policier-ères municipaux-ales pour les JOP. Enfin, une campagne d'information a été lancée par la *Caisse nationale d'assurance vieillesse* et *France Travail* pour inciter les retraité-es à devenir agent-es de sécurité privée lors des Jeux olympiques de Paris<sup>41</sup>.

La charte sociale<sup>42</sup> publiée par la *SOLIDEO* (soit les pouvoirs publics, en lien avec la construction des infrastructures olympiques) indique qu'un pourcentage de chaque marché public devra être pourvu par des salarié-es en insertion : il faut savoir que les marchés publics ne peuvent pas adopter une restriction géographique (ex : salarié-es en insertion du 93). Le Département de la Seine-Saint-Denis annonce 2 000 personnes ont pu bénéficier de contrats d'insertion dans le 93 (lettre de Stéphane Troussel aux Séquano-dyonisien-nes le 9 septembre 2024). Toutefois, le département du 93 comptait en 2023 4 000 salarié-es en insertion<sup>43</sup> et il n'est pas possible de contrôler la provenance géographique des salarié-es (93 ou non).

De plus, le syndicat *Solidaires ASSO* dénonçait déjà en 2023 l'hypocrisie de cette charte sociale par un communiqué commun<sup>44</sup> faisant suite à une communication des régies de quartiers du 93, dénonçant le fait qu'au 26 janvier 2023, elles n'avaient pas eu une seule heure d'insertion.<sup>45</sup>

<sup>39</sup> URL: <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/070624/pour-la-ceremonie-d-ouverture-des-jeux-paname-2024-fait-valser-le-droit-du-travail>

URL: <https://www.closermag.fr/people/info-closer-celine-dion-aux-jo-hotel-securite-le-cout-hors-sol-de-son-grand-retour-a-paris-3462785>

URL: <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/190724/les-danseurs-de-la-ceremonie-d-ouverture-des-jo-menacent-de-faire-greve>

URL: <https://www.ouest-france.fr/jeux-olympiques/jeu-2024-le-preavis-de-greve-des-danseurs-pour-la-ceremonie-douverture-leve-5201d6c4-49bd-11ef-ae43-8601f2d4302d>

<sup>40</sup> URL: [https://www.liberation.fr/economie/social/jeu-de-paris-2024-les-gilets-violets-de-la-ratp-champions-olympiques-des-contrats-de-travail-precaires-20240806\\_DI5PPVOL6BEYZKUZC3MVK7Q/](https://www.liberation.fr/economie/social/jeu-de-paris-2024-les-gilets-violets-de-la-ratp-champions-olympiques-des-contrats-de-travail-precaires-20240806_DI5PPVOL6BEYZKUZC3MVK7Q/)

<sup>41</sup> URL: <https://www.streetpress.com/sujet/1694009133-police-municipale-paris-drague-allocataires-rsa-jeux-olympiques>

URL: <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/180723/pole-emploi-transforme-ses-agents-en-commerciaux-pour-les-jeu-2024>

<sup>42</sup> URL: [https://www.ouvrages-olympiques.fr/sites/default/files/fichiers/180619\\_AMB\\_Charte%20sociale%20cojo%20solideo%20version%20d%C3%A9finitive.pdf](https://www.ouvrages-olympiques.fr/sites/default/files/fichiers/180619_AMB_Charte%20sociale%20cojo%20solideo%20version%20d%C3%A9finitive.pdf)

<sup>43</sup> URL: <https://www.grafie.org/93-seine-saint-denis>

<sup>44</sup> URL: <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/sectorielles/jeu-2024-la-solideo-instrumentalise-le-recours-a-insertion-par-lactivite-economique-en-seine-saint-denis/>

<sup>45</sup> URL: <https://www.lemouvementdesregies.org/sinformer/actualites/jeu-2024-un-rendez-vous-manque-pour-les-habitants-de-paris-et-seine-saint-denis>

URL: <https://www.alternatives-economiques.fr/insertion-petites-entreprises-ess-jeux-olympiques-socialemen/00110944>

Le COJOP a recruté plus de 45 000 bénévoles. Nommés « volontaires » par le COJOP, ils ne correspondent pas au droit du volontariat en France : il s'agit en réalité de bénévoles. Ceux-ci sont affectés à l'organisation des JOP, l'accueil des athlètes, la gestion du public... Les JOP restent avant tout un événement lucratif, et l'utilisation des bénévoles est une tradition pour l'organisation des JOP<sup>46</sup>. Le COJOP a édité en début d'année 2023 la liste des missions des volontaires : on peut lire par exemple de certain-es seront sous la supervision directe de l'entreprise Omega<sup>47</sup>.

De plus, l'État français (notamment le Ministère du travail), en lien avec le COJOP et les JOP, a sorti un texte d'encadrement de cette pratique qui légitime le recours au travail gratuit (charte et guide du ministère du travail). Ces textes n'ont aucune valeur juridique mais pourront peser à l'avenir dans un tribunal. Les inspecteur-rices du travail et les syndicats (*CGT* et *Solidaires*) parlent de travail dissimulé, mais aussi d'un dangereux précédent : en sortant ces deux textes d'encadrement de la pratique bénévole sur les JOP (qui sont en dehors et en deçà du Code du travail), des institutions étatiques facilitent le recours au travail gratuit et l'encouragent<sup>48</sup> : parmi ces bénévoles, 4 500 ont été chargés d'une mission de chauffeur-euse, visant à transporter des personnes en lien avec Paris 2024 parfois huit heures par jour, cinq jours par semaine, et surveillés par des applis de géolocalisation<sup>49</sup>.

Quoique les chiffres n'aient pas été diffusés de manière claire, on peut estimer que les recours aux bénévoles se ventilent comme suit :

- 45 000 bénévoles pour les JOP 2024 ;
  - 5 300 bénévoles pour la ville de Paris ;
  - 200 bénévoles pour le département de la Seine-Saint-Denis.
- Soit un total de 50 500 bénévoles, exerçant un travail dissimulé.

<sup>46</sup> URL: <https://olympics.com/cio/news/les-volontaires-au-c-ur-de-l-heritage-olympique>

URL: <https://saccage2024.noblogs.org/files/2024/04/Brochure-benevolat.pdf>

<sup>47</sup> URL: <https://medias.paris2024.org/uploads/2021/09/Paris2024-210507-VOL-Projet-de-Charte-du-VOP-VF-4.pdf>, voir page 33).

<sup>48</sup> URL: <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/recourir-au-benevolat-guide-pratique-a-l-usage-des-organisateur-de-grands>

<sup>49</sup> URL: <https://saccage2024.noblogs.org/files/2024/07/Rencontre-avec-une-Involontaire-jo-episode-4-.pdf>